



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-France-donne-le-signal-au-grand>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **La France donne le signal au grand retour du nucléaire**

4 mai 2004

La France donne le signal au grand retour du nucléaire

MICHEL EGGS

Raffarin a tranché : l'Hexagone va relancer sans attendre son programme nucléaire.

Deux sites près de Genève sont candidats à la construction d'un prototype.

Les électriciens helvétiques rêvent aussi à une nouvelle centrale dans notre pays.

"Un pays aussi soucieux de l'environnement que la Finlande vient d'opter pour le réacteur à eau pressurisée (EPR) mis au point par l'industrie franco-allemande. La France devra s'engager dans cette voie. Je demanderai au parlement d'en débattre dans les prochaines semaines." Le premier ministre Jean-Pierre Raffarin vient de trancher dans le débat qui divisait politiques, scientifiques et écologistes depuis deux ans : lancer immédiatement l'EPR pour garantir le renouvellement du parc nucléaire français ou patienter jusqu'au développement d'une nouvelle génération de réacteurs bien plus prometteuse. Jugeant trop risqué d'attendre, la France va donc relancer son programme nucléaire. Première étape : la construction d'un prototype, peut-être près de Genève.

D'aucuns annonçaient, il y a peu, le "début de la fin du nucléaire". C'est que, après la Suède, la Belgique, puis l'Allemagne avaient décidé de renoncer au nucléaire, à l'échéance 2010 pour la Suède, 2020 pour l'Allemagne et 2025 pour la Belgique. Mais l'évolution de la situation énergétique mondiale montre qu'il est périlleux de dire "plus jamais". Par deux fois déjà, la Suède a, tout en commençant le démantèlement de son parc nucléaire, réexaminé l'opportunité de sa position.

Puis, en décembre 2003, la Finlande a donné un premier signal, décidant de prolonger la durée de vie des quatre réacteurs qu'elle exploite depuis la fin des années 70 et, surtout, d'en construire un cinquième. La Finlande a opté pour l'EPR développé par le français Areva et l'allemand Siemens, pour une mise en exploitation, en 2009, de ce qui sera le plus puissant réacteur en service en Europe (1600 mégawatts).

Pas d'autre solution

En emboîtant le pas à la Finlande, la France donne une tout autre dimension au retour en grâce du nucléaire : l'Hexagone est, en effet, le pays le plus nucléarisé au monde (78% de sa production

d'électricité dépend du nucléaire). C'est dire l'ampleur du prochain renouvellement du parc français (voir infographie).

Spécialiste des questions nucléaires il préside l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le député annemassien Claude Birraux estime que le recours à l'EPR est incontournable pour son pays. Certes, la durée de vie des centrales construites dans les années 70 et 80 peut être prolongée sans trop de problèmes à quarante ans, alors qu'elles étaient initialement conçues pour durer vingt-cinq à trente ans. Mais attendre la mise au point d'un réacteur de quatrième génération impliquerait de "pousser" les centrales actuelles à cinquante-neuf ans en moyenne, un pari bien trop risqué à ses yeux.

Bugey ou Creys-Malville ?

Même s'il préconise parallèlement le développement des énergies renouvelables, Claude Birraux ne voit pas d'autre solution que le passage par l'EPR : "Afin de disposer d'une garantie pour sa production d'électricité à l'horizon 2010-2015, la France doit s'engager sans délai la construction d'un démonstrateur-tête de série EPR, dans la perspective de disposer, au moment de l'arrêt des premiers réacteurs REP (à eau sous pression, réd.) du palier 900 mégawatts, d'un réacteur testé, prêt à être construit en série.

Il appartiendra alors à l'industrie de prouver l'avenir et la compétitivité à long terme de l'EPR", écrit le député haut-savoyard dans ses recommandations qui ont inspiré la décision de Jean-Pierre Raffarin.

Le choix du site pour accueillir cette tête de série EPR (coût estimé : 4,74 milliards de francs) s'est compliqué depuis la victoire aux Régionales de la gauche, alliée aux Verts, farouches opposants à la relance du nucléaire et au choix de l'EPR. "Nous avons déjà dix réacteurs de trop. Et l'EPR est déjà dépassé", résume la députée drômoise Michèle Rivasi. En juin 2003, la Région Rhône-Alpes avait voté une motion demandant que le prototype EPR soit installé sur son territoire. On évoquait alors, parmi les sites possibles, Bugey dans l'Ain, voire Creys-Malville en mal de reconversion. Mais ce n'est sans doute pas du goût des Verts qui ont largement contribué à la récente prise de pouvoir de la gauche au Conseil régional...